Page 1/1

17 CHEMIN DU PETIT BOIS 69130 ECULLY - 04 72 18 09 18 Surface approx. (cm2): 135

INNOVATION



Institut de la protection sociale IPS)

Influences dans l'Hémicycle

Ce think tank, présidé par le lyonnais Bruno Chrétien, devrait jouer les vigies pour un nouveau groupe parlementaire mixte (PS/UMP), chargé de réfléchir à l'avenir de la protection sociale en France.

Alors que les débats sur la nouvelle et énième - réforme des retraites s'échauffent, l'heure est à "la vigilance", prévient d'entrée Bruno Chrétien, patron de Factorielles (conseil et formation sur la protection sociale) et président de l'IPS, groupe d'influence créé en janvier 2012 qui réunit une centaine de membres. "Plus personne ne com-prend notre système global, devenu incohérent et particulièrement instable. Même les experts-assureurs, mutuelles, notaires, experts-comptables - sont perdus". Pour ce quinquagénaire, "pur produit, reconnait-il, de la sécurité sociale", formé à l'EN3S à Saint-Etienne, il faut donc agir, vite. "Car le législateur a une vraie méconnaissance du terrain. La source du droit social est devenue complètement diffuse et déconnectée de nombreuses réalités". L'IPS a alors poussé à la création d'un nouveau groupe parlementaire, lancé mi-septembre et co-présidé par les députés Arnaud Robinet (UMP) et Pascal Terrasse (PS). Espoirs pour le think tank: pouvoir produire sur demande de ces élus des amendements techniques et dès lors, s'imposer "comme le chaînon manquant entre le politique et l'expert". Cette "porte d'en-trée" au palais Bourbon pourrait ainsi permettre à l'IPS d'appuyer là où le système patine. Régime social des indépendants, retraite Madelin, avalanches de cotisations sociales... Autant de dispositifs et de règles jugés bancals, incomplets, voire dépassés. Autre cheval de bataille de l'IPS: la mise en place de toute urgence d'un "crash test" sur les régimes obligatoires. "Des hypo-thèses réalistes (loin des 4,5 % et 7 % de chômages testés) doivent être retenues pour vérifier la solidité des régimes de retraite", insistait-il dans une note publiée en début d'année. Une simulation tenant compte d'indicateurs cohérents "permettra d'adopter les réformes nécessaires à la sauvegarde du système français en accordant les dispositifs de solidarité aux besoins réels et aux capacités financières du moment". Déjà tout un programme.